



Direction des Collectivités Locales  
et des Procédures Publiques  
Bureau des Enquêtes Publiques  
et des Installations Classées  
JPV

## ARRETE

n° 2014015-0004 du 15 JAN. 2014

portant mise en demeure à la Sté TEGRAL de respecter les prescriptions imposées par l'arrêté préfectoral n°2007-9-3 du 9 janvier 2007 réglementant l'exploitation de sa carrière et de ses installations de 1er traitement de Baldersheim et Battenheim, s'agissant de la qualité de ses rejets aqueux,  
au titre du code de l'environnement

**Préfet du Haut-Rhin**

*Officier de la légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National et du Mérite*

- VU** le Code de l'environnement, et notamment son article L171-8-I,
- VU** l'arrêté préfectoral n°2007-9-3 du 9 janvier 2007, autorisant la Sté TEGRAL à exploiter une carrière et des installations de 1er traitement à Baldersheim et Battenheim,
- VU** le bordereau d'analyses du 24 septembre 2013, établi par le laboratoire EUROFINs Hydrologie, pour le rejet des eaux de procédé (*eaux de lavage de matériaux*) du 6 septembre 2013,
- VU** le rapport de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, chargée de l'inspection des installations classées, du 06 janvier 2014,

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyses du contrôle réalisé le 6 septembre 2013 des rejets aqueux de l'établissement sont représentatifs du fonctionnement des installations de d'établissement et qu'ils peuvent en conséquence être comparés aux normes d'émissions imposées par l'autorisation d'exploiter susvisée,

**CONSIDERANT** que les résultats d'analyses du prélèvement du 6 septembre 2013, pour le rejet des eaux de procédé, ne sont pas conformes aux valeurs limites d'émission imposées par l'autorisation d'exploiter du 9 janvier 2007 susvisée, pour le paramètre MEST: 760 mg/l *au lieu de 30 mg/l*,

**CONSIDERANT** en conséquence que la Sté TEGRAL ne respecte pas les dispositions réglementaires imposées par l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 susvisé, concernant les valeurs d'émissions réglementaires des rejets aqueux (*articles 23-1*),

**CONSIDÉRANT** que sont ainsi réunies les conditions imposant l'application de la mise en demeure préfectorale définie à l'article L.171-8-I du code de l'environnement,

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin ,

# ARRÊTE

## **Article 1<sup>er</sup> :**

L'exploitant de la Sté TEGRAL, dont le siège social est Route de Bantzenheim - BP 10063 - 68392 BALDERSHEIM cedex, est mis en demeure de respecter les prescriptions techniques de l'article 23 -1 de l'arrêté préfectoral n°2007-9-3 du 9 janvier 2007 susvisé, reprises à l'article suivant, dans le délai imparti à cet article, qui s'appliquent à son établissement de Baldersheim et Battenheim, situé à l'adresse du siège social.

## **Article 2 :**

**Dans un délai de 3 mois** et conformément aux dispositions de l'article n°23-1 de l'arrêté préfectoral du 9 janvier 2007 susvisé, s'agissant de la qualité des rejets d'eau de lavage de matériaux en sortie de bassin de décantation :

«(...).

*La surverse de ces bassins dans le plan d'eau de la carrière est autorisée sous réserve que les eaux rejetées au plan d'eau respectent, à leur rejet, les valeurs limites suivantes :*

- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- température inférieure à 30°C,
- Mest mesurées sur l'effluent non décanté : inférieures à 30 mg/l,
- hydrocarbures totaux : inférieurs à 5 mg/l.

(...).»

## **Article 3 :**

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8-II du Code de l'Environnement.

## **Article 4 :**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté seront à la charge de la société TEGRAL.

## **Article 5 :**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du HAUT-RHIN, le Sous-Préfet de MULHOUSE et les Inspecteurs des Installations Classées de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement d'Alsace (DREAL) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Colmar, le 15 JAN. 2014  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet, Directeur de Cabinet  
Secrétaire Général par intérim

  
Laurent LENOBLE

### **Délais et voies de recours**

(article L 514-3-1 du Titre 1er du livre V du Code de l'Environnement)  
La présente décision peut être déférée au Tribunal Administratif de STRASBOURG

- par les demandeurs ou par l'exploitant, dans un délai de 2 mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leur groupement, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L211.1 et L511-1 dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.